

drame prévalait. Après avoir déterminé les principales questions pendantes (espace extra-atmosphérique, nouvelles technologies, désarmement nucléaire, course aux armements navals, désarmement classique, étude sur la vérification, zones exemptes d'armes nucléaires et zones de paix, désarmement et développement, non-prolifération) le président se demandait s'il était possible en quatre heures d'apaiser les différends. À 2 h 30, bien que des progrès considérables aient été réalisés, les principaux désaccords subsistaient et le président fut obligé en fin de compte d'admettre l'échec et de suspendre la séance. Le groupe n'avait pas eu le temps de surmonter ses divergences de vues sur les parties du document consacrées à l'« évaluation » et aux « mécanismes de désarmement »; en outre, il ne parvenait toujours pas à s'entendre sur plusieurs éléments fondamentaux de la partie traitant des « faits nouveaux et tendances ».

La Séance plénière finale a été levée à 7 h 30 le 26 juin, les délégués épuisés exprimant leur déception. Les déclarations de clôture de plusieurs pays ont toutefois témoigné du désir de mettre l'accent sur les aspects positifs de la session extraordinaire et d'éviter toute récrimination. Dans sa déclaration finale, le président de la SENUD III a pris note que les points de désaccord avaient été réduits tandis que les domaines d'entente étaient élargis.

### Évaluation

Le Canada partageait le profond sentiment de déception éprouvé à la suite de près d'un mois d'efforts intenses. Toutefois, malgré l'existence de profondes divergences d'approche, il est réconfortant de constater que les travaux de la SENUD III se sont déroulés dans une atmosphère beaucoup plus positive que ceux de la SENUD II. En outre, les non-alignés ont montré qu'ils reconnaissent de plus en plus leurs responsabilités dans le processus de limitation des armements et de désarmement, particulièrement en ce qui concerne les armes classiques, et les débats ont été généralement exempts de discours vains inspirés par l'idéologie.

Étant donné ces faits encourageants, pourquoi la session extraordinaire s'est-elle soldée par un échec ?

Il y a plusieurs raisons à cela. La première, et peut-être la plus évidente, est que les différences fondamentales d'approche à l'égard du processus de

limitation des armements et de désarmement sont restées assez inébranlables pour empêcher tout véritable consensus sur les questions clés en ce domaine, malgré l'atmosphère plus favorable. Ces divergences se manifestent depuis longtemps dans les votes de la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) et au sein de la Conférence sur le désarmement (CD). Par ailleurs, la SENUD III semble avoir souffert d'un manque de motivation ou de sentiment d'urgence. Malgré la présence de nombreux représentants d'organisations non-gouvernementales (ONG), aux interventions éloquentes, l'intérêt du public ne s'est guère fait sentir, comme en témoigne le peu d'attention porté à l'événement par les médias.

La délégation canadienne a présenté des documents exprimant la position du Canada sur les trois principales questions de fond inscrites à l'ordre du jour, lesquels ont été publiés en tant que documents officiels de la conférence.

Le Canada a en outre joué un rôle particulièrement actif au sein du Comité plénière et durant les consultations informelles tenues avec son président. Il a tenu une place de premier plan au sein du groupe qui a négocié le texte portant sur la vérification, après avoir présenté un document sur la question, de concert avec les Pays-Bas. Le Canada a également déposé un document recommandant la mise sur pied, sous les auspices des Nations Unies, d'un programme d'initiation aux questions de désarmement destiné aux représentants des ONG, un autre au sujet des activités d'information et d'éducation des Nations Unies et, conjointement avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, un troisième sur l'accroissement de la participation des femmes au processus de désarmement.

Le Canada s'est fixé pour objectif d'obtenir à l'avenir un appui élargi aux approches pragmatiques et réalistes à l'égard de la limitation des armements et du désarmement. Il aura pour souci plus immédiat de faire en sorte que de telles approches deviennent un élément fondamental des délibérations de la Première commission, que le Canada espère présider lors de la 43<sup>e</sup> session de l'AGNU. Un autre grand objectif du Canada sera de traduire les progrès réalisés à la SENUD III sur la vérification en une résolution de l'Assemblée générale demandant qu'une étude soit effectuée sur le sujet par des experts, sous les auspices de l'ONU. □

## Colloque sur la vérification

La *Norman Paterson School of International Affairs* (NPSIA) de l'Université Carleton a tenu, du 23 au 26 mars 1988, son 5<sup>e</sup> Colloque international annuel sur la vérification du contrôle des armements. En collaboration avec la Direction du contrôle des armements et du désarmement du ministère des Affaires extérieures, la NPSIA a parrainé une série exceptionnelle de colloques, chacun axé sur un aspect différent du processus de vérification... L'an dernier, de concert avec la *School of Journalism* de l'Université Carleton, la NPSIA organisa avec succès un colloque ayant pour thème « le rôle des médias dans la vérification du contrôle des armements ».

Cette année, dans le but de mettre au point un modèle de vérification à partir de cette expérience, le professeur Brian Mandell a entrepris de faire un examen rétrospectif de la guerre du Sinaï de 1973. À l'aide de l'étude intitulée *The Sinai Experience: Lessons on Multimeethod Arms Control Verification and Risk Management* que le professeur Mandell a publiée récemment, une trentaine d'universitaires et de spécialistes du contrôle des armements, tant du gouvernement que d'instituts indépendants se sont efforcés d'isoler des éléments résultant de cette guerre qui pourraient être utilisés pour tenter d'en éviter de nouvelles.

Le discours d'ouverture de l'ambassadeur James Goodby, de la *School of Foreign Service* de l'Université de Georgetown, qui s'est attaché à exposer les problèmes auxquels se heurteront vraisemblablement les prochaines négociations sur la réduction des armements classiques, dont le mandat est en cours de discussion à Vienne, a donné le ton. Des universitaires, des chercheurs et d'autres experts du Canada, du Royaume-Uni, de la République fédérale d'Allemagne, des Pays-Bas et des États-Unis ont indiqué, dans leurs exposés, les problèmes majeurs sur lesquels il faudra se pencher. Ce colloque parrainé par le Canada est l'un des premiers consacrés presque exclusivement aux futures négociations multilatérales sur la réduction des armements en Europe. Ces négociations démarreront vraisemblablement à la fin de 1988 ou au début de 1989.

Les actes de ce colloque et des colloques précédents (*Carleton International Proceedings Series*) sont en vente, au prix de 6 \$ le volume, à la *Norman Paterson School of International Affairs*. □